

Le choix et la voix
des **filles**
dans la prise de
décision sur
le mariage des
enfants:
une mise en évidence
des questions essentielles

OBJECTIF et contexte

En juin et en juillet 2021, Simavi a organisé un ensemble de conversations instructives sur l'autonomie des filles dans le mariage des enfants, entre d'éminents chercheurs, des activistes, des leaders féminins et des professionnels qui travaillent dans le domaine des droits de l'enfant, de la Santé et les Droits Sexuels et Reproductifs (SRHR) et du mariage des enfants.



L'objectif était de partager des réflexions critiques, des préoccupations majeures ou des questions qui étaient à l'esprit d'un groupe de personnes diverses et d'identifier les éléments essentiels de la discussion pour permettre de cerner le problème et d'encourager de futures conversations. Un total de six conversions en ligne de 90 minutes a eu lieu sur une période de trois semaines, impliquant 32 participants en Asie, en Afrique, en Europe et aux États-Unis. Les conversations ont fourni une plateforme unique de partage, d'écoute et d'apprentissage parmi des collègues issus de milieux très différents, que ce soit professionnellement ou géographiquement.

Depuis 2019, Simavi a participé activement au programme Exploiter le potentiel de ce que nous Savons (MMWWK). Ce programme, qui explore les liens entre la sexualité des adolescents et le mariage des enfants, est une initiative d'apprentissage de l'Alliance More Than Brides (MTBA). Un thème d'apprentissage du programme que Simavi a traité est l'autonomie et la prise de décision des filles. Outre ces conversations, nous avons

tenu compte de ce que les données théoriques révèlent, de même que du point de vue des filles, des parents et d'autres membres de la communauté, en transformant ces connaissances en [un rapport pratique pour accompagner](#) les professionnels.

Le point de départ central de ces conversations a établi que l'autonomie des filles et le choix du mariage des enfants sont complexes, difficiles et compliqués à aborder. Les sections ci-dessous vont traiter certains des problèmes et nuances qui sont ressortis dans les conversations, et en faire de même en montrant du doigt les tensions et les contradictions que l'organisation actuelle du mariage des enfants présente. La première section de ce rapport commence par une discussion sur la manière dont les participants réfléchissent à l'utilisation d'approches différentes qui définissent et abordent les pratiques du mariage des enfants. Ensuite, les participants analysent ce que l'expression « autonomie » signifie et pourquoi ce concept doit être compris dans le contexte des réalités et des circonstances de vie actuelles des filles. La troisième section présente les difficultés liées aux défis des programmes que les participants rencontrent lorsqu'ils essaient de trouver un équilibre entre protéger les filles des dangers, tout en respectant leur capacité à prendre des décisions relatives à leurs propres vies. Pour conclure ce rapport, différentes voix et points de vue seront partagés au cours des conversations et consolidés en un ensemble de sujets à débattre qui peuvent permettre d'encourager de futures conversations.

Le point de départ commun de ces conversations, selon lequel les questions relatives à l'autonomie des filles et au choix du mariage des enfants sont complexes, difficiles et compliqués à aborder, revêt un caractère central.



PROTECTION et DROITS

deux points de vue divergents qui donnent des informations sur l'organisation du mariage des enfants

Depuis le milieu des années 2000, le discours dominant sur le mariage des enfants a suivi une approche protectrice traditionnelle.

D'un point de vue protectionniste, tous les mariages dans lesquels l'une ou les deux parties sont âgées de moins de 18 ans sont considérés comme « forcés », car les enfants ne sont pas considérés comme étant assez matures physiquement et mentalement pour faire une transition vers la vie maritale, sexuelle et reproductive et prendre des décisions responsables d'eux-mêmes. Pourtant, dans le passé, des chercheurs

et des professionnels ont commencé à défier cette approche en se fondant sur la critique qui discrédite la capacité d'évolution des enfants et la complexité de l'autonomie. La section suivante résume les sujets de discussion des participants principaux relatifs à ce débat entre la protection et les droits, en se concentrant spécifiquement sur les obstacles légaux que rencontrent les filles.



Les cadres de protection légale des enfants sont incomplets dans le cas où les filles choisissent le mariage

Madhu Mehra, un chercheuse en droit pour Partners for Law in Development en Inde a exprimé des critiques sur le modèle des lois du mariage des enfants que des pays sont obligés d'adopter mondialement en disant : « *Comment les lois relatives au mariage des enfants qui criminalisent les mariages en se basant purement sur un seul indicateur tel que l'âge du mariage, et qui déclarent de tels mariages nuls sans écouter ce que la fille en question a à dire, peuvent-elles être considérées comme des lois types ?* »

Mehra a également déclaré, selon une étude réalisée par son organisation en Inde, que les cas de fugue amoureuse ont tendance à être les plus poursuivis en justice, alors que les cas de mariage forcé le sont moins dans le pays. Bien que la loi en Inde indique qu'un mariage de mineurs peut être annulé par la partie contractante mineure, de plus en plus de jeunes filles se rendent au tribunal pour affirmer qu'elles veulent rester dans un mariage qu'elles ont choisi plutôt que de le refuser. Par contre, les filles qui sont forcées à se marier doivent au moins avoir accès à des recours légaux ou autres. La question que Mehra se pose est la suivante : « *Avons-nous des solutions à offrir à part valider ou annuler les mariages ? Et prenons-nous le choix et la voix des jeunes personnes sérieusement ?* »

Primah Kwagala, directrice exécutive de The Women's Probono Initiative en Ouganda s'est également montrée critique des lois relatives au mariage des enfants dans son pays, où cette pratique est considérée comme un crime, et a jugé que le problème a trop été politisé. Elle a également été confrontée à des défis lorsqu'elle a représenté de jeunes filles au tribunal : « *Elles [les filles] disent "OK, je comprends que vous pensez que c'est violent, inacceptable. Je commets un crime. Mais cette personne me donne à manger [...]. Je ne peux pas me retourner contre lui au tribunal". Il est inacceptable et injuste aux yeux d'un enfant d'agir en tant que témoin contre la personne qu'il considère comme son protecteur.* »

Une transition de l'âge vers l'autonomie est nécessaire

De manière générale, les participants ont estimé que le secteur du développement international devrait se tourner vers le renforcement de l'autonomie des filles plutôt que sur l'âge du mariage. Retarder le mariage sans aborder les causes principales n'améliore pas la vie des femmes et des filles. Mehra a souligné à juste titre : « Lorsque des filles se marient à 19 ans, nous n'avons pas de problème en ce qui concerne leur vie, à quel point elles peuvent être médiocres, tant qu'elles ne se marient pas à 17 ans, ce qui est très troublant. » De plus, les participants ont réfléchi aux défis que les filles peuvent rencontrer en ce qui concerne leur autonomie en cas d'augmentation de l'âge légal du mariage. Le cas du Népal a été abordé, où l'âge légal est de 20 ans, mais aussi de l'Inde, car le gouvernement envisage de le faire passer de 18 à 21 ans. En fixant l'âge légal du mariage au-delà de 18 ans, des femmes se verront refuser le statut matrimonial et le droit de prendre des décisions relatives à leurs vies. En outre, l'un des participants a déclaré qu'une telle loi renforce le patriarcat de l'état et peut rendre les femmes encore plus vulnérables au contrôle parental et à certaines répercussions.

Mettre
l'accent
sur
l'âge
plutôt
que
sur
l'auto-
nomie

Avons-nous des solutions à proposer en dehors de la validation ou de l'invalidation des mariages? Et prenons-nous au sérieux le choix et la voix des jeunes?

Madhu Mehra, chercheuse en droit pour Partners for Law in Development India

La décision des filles de se marier doit être prise au sérieux par les décideurs politiques et les créateurs de programmes

Admark Moyo, créateur de programme à l'African Child Policy Forum en Éthiopie, s'est demandé et a demandé à d'autres personnes présentes dans quelle mesure des enfants peuvent avoir de l'autonomie et quelle valeur on devrait lui donner. Il a expliqué que la capacité d'évolution des enfants devrait être prise en compte lorsqu'ils participent au processus de prise de décision. Pourtant, les programmes se basent toujours sur une approche qui insiste sur le besoin de protection de l'enfant et minimise l'importance de ses capacités. Sans aborder les causes principales qui sont à la base de la décision de l'enfant de se marier, aucun progrès ne peut être fait. Il a déclaré : « *Au niveau de la loi, nous disons que nous allons favoriser le développement et l'intérêt supérieur de l'enfant et lui retirer son autonomie à cause de cette relation ou de ce mariage. Mais cela ne résout pas le problème. Nous avons besoin de solutions pratiques qui résolvent les vrais problèmes qui amènent les enfants dans ce type de relation.* »



Nous devons nous éloigner d'un cadre noir et blanc et tenir compte du choix des filles

Une déclaration d'**Hamidou Adarkas**

Abdoulwahab, chef de projet et assistant juriste à l'ONG Femmes, Actions et Développement au Niger, a rappelé aux personnes qui se trouvaient dans la salle que parfois, la décision des filles de se marier peut s'opposer aux spécialistes du mariage des enfants. Il a déclaré : « *Nous avons commencé à comprendre que nous prenons une décision qui n'est pas forcément celle de ces jeunes filles. Nous défendons l'un de leurs droits, mais nous n'en faisons pas un qui leur appartient. C'est comme si elles essayaient de se battre contre nous, bien que l'objectif du résultat attendu est d'assurer une meilleure protection pour elles.* » Cette déclaration souligne le fait que respecter le droit des filles à choisir nécessite une certaine introspection du côté des professionnels, car cela peut aller à l'encontre de leur point de vue protectionniste. La proposition que le mariage, pour certaines filles et dans certaines situations, est un choix délibéré invite les décideurs politiques et les créateurs de programmes à se détacher de la vision binaire que le mariage des enfants est « mauvais » et qu'empêcher cette pratique est « bien ». Chaque cas de mariage d'enfant doit être étudié séparément et une meilleure connaissance du contexte local et de l'écosystème plus large qui entoure le choix de la fille est nécessaire pour trouver des réponses adéquates, comme évoqué dans la prochaine section.

Nous avons commencé à comprendre que nous faisons un choix pour ces jeunes filles qui n'est pas nécessairement le leur.

Hamidou Adarkas Abdoulwahab, chef de projet et assistant juridique à l'ONG Femmes, Actions et Développement au Niger



L'ÉVOLUTION, complexe et contextuelle

approfondir la compréhension de l'autonomie

Pendant les différentes conversations, les participants ont souligné à maintes reprises que l'autonomie des filles, en ce qui concerne les décisions de mariage, doit être comprise dans le contexte de leur vie actuelle et de leur situation.

Cela veut dire que lorsqu'on essaie de comprendre dans quelle mesure et de quelle manière les enfants exercent leur autonomie, les aspects relationnels et situationnels doivent être pris en compte avec attention. Les aspects relationnels font référence aux dynamiques de pouvoir entre la fille, ses parents, les membres de la famille étendue et la communauté, alors que les aspects situationnels incluent les

pressions sociales et les possibilités existantes lorsqu'une décision de mariage a été prise. De plus, certains participants ont également souligné l'importance de la mise à disposition des informations, car sans connaissances précises et réalistes, les enfants peuvent limiter leurs propres choix et opportunités involontairement. Ces thèmes essentiels seront abordés en détail ci-dessous.



Les filles n'ont pas de modèle sur lequel elles peuvent fonder leurs choix. Le problème du choix est qu'il n'est pas éclairé par des preuves ou des exemples de réussite.

Harouna Abdoulaye Mahamane Sale, conseillère technique pour la défense et la gestion des droits de l'enfant à Save the Children International Niger



Permettre aux filles de prendre une décision éclairée

Lorsque l'on parlait du concept d'autonomie des enfants, certains participants ont insisté sur le fait que certaines filles peuvent décider de se marier jeunes, car elles ne sont pas assez matures pour comprendre totalement les conséquences de leur décision ou à cause du manque d'informations qui leur permettraient de voir les différentes options qui peuvent s'offrir à elles. La présence d'un mentor ou d'un modèle a également été considérée comme un facteur fondamental, car ils sont la preuve vivante d'où les différents choix qu'elles font peuvent les mener. **Harouna Abdoulaye Mahamane Sale**, conseillère technique de la défense et de la gestion des droits des enfants chez Save the Children International au Niger a noté que : « *L'une des difficultés au Niger est que les filles n'ont pas de modèle sur lequel elles peuvent se baser pour faire des choix. Elles ont donc un problème, car pour choisir quelque chose, il faut déjà comprendre ce que cela signifie, quelles sont les conséquences et les limites. [...] Le problème du choix ici est qu'il n'est pas prouvé par des exemples de réussites.* »

Lors d'une conversation, les participants ont également évoqué les dangers des informations erronées de l'ère numérique, surtout pendant la pandémie du COVID-19 et comment cela crée des discours polarisés. **Kate Matheson**, consultante sur la Santé et les Droits Sexuels et Reproductifs (SRHR) nous a rappelé que l'accès à Internet est toujours un énorme problème pour de nombreuses personnes et est une cause d'exclusion, surtout pour les filles. Être capable de faire des recherches sur Internet pour savoir si une information est correcte ou non, a-t-elle dit, est un point important auquel nous devons penser.

Les aspects relationnels de l'autonomie : reconnaître l'intégration individuelle dans les interactions sociales et les relations

Pendant les conversations, plusieurs participants ont remis en cause la notion d'autonomie individuelle en affirmant que les structures sociales dans lesquelles les filles vivent peuvent affecter leur décision. Ces structures sont composées des membres immédiats de la famille des filles, mais elles incluent également des réseaux sociaux plus larges, comme des personnes du même âge, la famille étendue et la communauté élargie.

La pression sociale

La pression sociale pour se marier est un problème qui a été évoqué de nombreuses fois. Les filles sont facilement influencées par celles qui les entourent lorsqu'elles remarquent qu'après s'être mariées, on s'occupe d'elles. Par exemple, **Pratima Panthee**, responsable de programme au Creative Institute au Népal a noté : « *Dans notre contexte, lorsqu'une fille voit que l'une de ses amies se marie et qu'elle est heureuse, qu'elle sort avec son mari, porte des ornements, de beaux vêtements, qu'elle a l'air belle... Cela attire d'autres filles et les influence.* » Un point essentiel soulevé lors de nombreuses conversations est que le manque de communication entre les adolescentes et leurs parents est un facteur important qui les conduit à se tourner vers des personnes de leur âge pour avoir des conseils et comprendre.

L'influence des parents

De plus, lorsque l'on étudie la « voix et le choix » des enfants, leur dépendance inévitable envers leurs parents ou leurs tuteurs reste un facteur crucial à prendre en compte. Les parents ont une autorité légale et économique sur leurs enfants, et leur pouvoir et leur influence ne doivent pas être négligés. Pourtant, bien que chaque mariage d'enfant soit souvent vu dans un contexte de force et de contrainte, il est souvent difficile de le considérer comme un acte forcé lorsque les enfants veulent faire plaisir à leur partenaire ou faire ce que l'on attend d'eux. Par exemple, un expert de la Santé et des Droits Sexuels et Reproductifs a signalé avec justesse que pour certains enfants, il est important d'être obéissant. Les jeunes personnes ressentent aussi la pression de trouver du travail et de se marier jeunes, car elles veulent aider leur famille.



La communauté

Ce qui est devenu clair au fil de toutes ces conversations, c'est que les décisions relatives à la vie des jeunes personnes doivent être comprises dans le contexte des relations avec leur famille et leur communauté. Des efforts internationaux de sensibilisation de « droits individuels » des jeunes personnes pour les aider à décider comment vivre leur vie ne sont pas toujours appropriés, car dans certains contextes, les droits collectifs et l'autonomie peuvent être plus pertinents en ce qui concerne la réalité de la vie des filles. Comme mentionné par **Elizabeth Omoluabi**, directrice exécutive d'AkenaPlus Nigeria : « Une jeune fille vit à un endroit, dans un environnement. Lorsque l'on pense à son libre arbitre, nous devons le voir dans le contexte dans lequel elle vit. Nous avons tendance à penser que nous pouvons renforcer les capacités d'un individu. Nous oublions que celui-ci vit dans un système. »

Un participant a fort bien illustré ce point en disant que dans la plupart des pays africains, le choix est une décision commune. Le désir de se marier est une chose qui est transmise de génération en génération et les filles le voient se passer autour d'elles lorsqu'elles grandissent. L'autonomie doit donc être une décision collective prise par la famille, ce qui inclut les parents, mais aussi les membres de la famille élargie, comme les tantes, les oncles et les grands-parents.

Les aspects situationnels de l'autonomie : faire des choix en l'absence d'alternatives viables

Les participants ont convenu que pour mieux comprendre les processus de prise de décision des filles, il est important de tenir compte de leurs réalités contextuelles, car les vulnérabilités corrélées qu'elles rencontrent ont un impact direct sur les choix qu'elles font.

Le manque d'opportunités

Selon plusieurs participants, le problème d'autonomie d'une fille est intrinsèquement lié aux ressources et aux opportunités qui lui sont disponibles. Le mariage peut-il être considéré comme un choix « délibéré » dans des situations où d'autres options réalistes sont absentes, comme une éducation de qualité et des opportunités d'émancipation économique ? Une défenseuse des droits des jeunes du Népal a exprimé ses inquiétudes

en disant : « Les choix sont vraiment limités : soit vous faites des études supérieures, soit vous vous mariez. À certains endroits, les études supérieures ne sont même pas possibles. Même dans ma famille, je suis la seule qui étudie en licence sans avoir la pression de devoir me marier. Mais je ne devrais pas être la seule. »

La stigmatisation sociale

De plus, on a remarqué que dans des contextes où des méthodes de planification de mariage sécurisées et efficaces sont absentes et que le mariage en cas de grossesse est la norme, les filles qui choisissent le mariage comme une option alternative sont limitées. L'avortement est souvent inaccessible, et en l'absence de mariage, la naissance d'un enfant présente de réels risques socio-économiques comme la stigmatisation sociale et la discrimination. Il est donc compréhensible que, après avoir évalué les différentes options qui s'offrent à elles, les filles considèrent que le mariage précoce est le projet de vie le plus sûr.

Une stratégie de survie

Certains participants ont aussi donné des exemples sur la manière dont ces dynamiques situationnelles se déroulent dans des contextes contraints, comme dans des situations (post) conflictuelles. Dans de telles situations, le mariage devient souvent le « meilleur choix », car il peut offrir aux filles une certaine protection et une sécurité économique. En parlant de l'Ouganda après les conflits, **Kwagala** a déclaré : « Il y a beaucoup de familles dirigées par des enfants. Dans la plupart des cas, si vos parents disparaissent pendant la guerre, en tant que fille, vous êtes les seules personnes responsables de vos frères et sœurs. [...] Les femmes ne possèdent pas de terres, car elles ne peuvent leur être léguées que par des hommes. Alors, pour accéder à ces ressources, la seule solution est le mariage. » **Dorothy Aken'Ova**, directrice exécutive de INCREASE Nigeria, a partagé une expérience similaire dans son pays, où les attaques sur des communautés rurales ont poussé des filles à épouser des hommes dans des zones urbaines, car c'était le seul moyen pour elles d'échapper à l'escalade de la violence. Le mariage des enfants dans ces circonstances devient une stratégie de survie qui peut fournir aux jeunes filles un répit provisoire de la précarité qu'elles peuvent rencontrer.

Nous
avons
tendance
à penser
que
nous
pouvons
renforcer
les
capacités
d'un
individu.
Nous
oublions
qu'il vit
dans un
système.

Elizabeth Omoluabi,
directrice exécutive
d'AkenaPlus Nigeria



LES DÉFIS pour une trouver une réponse adéquate

La complexité de l'autonomie et la nature complexe du mariage des enfants présentent plusieurs défis pour trouver une réponse adéquate. La section suivante va discuter des tensions et des contradictions que les programmes de mariages des enfants peuvent impliquer.

Les programmes font-ils échouer les filles en créant des attentes auxquelles on ne peut pas répondre ?

Certaines personnes présentes ont pensé que les programmes ne font pas assez pour créer un système de soutien sécurisé pour les filles. Ils se sont interrogés sur ce que le secteur défend vraiment lorsqu'il n'y a pas de systèmes sociaux en place qui peuvent proposer le même type de sécurité que le mariage peut offrir. **Sheena Hadi**, directrice exécutive de Aahung au Pakistan, a noté : « Nous disons qu'il faut envoyer les filles à l'école,



Sommes-nous en quelque sorte en train de désavantager les filles en leur disant que cette option [le mariage des enfants] est mauvaise, mais en ne leur donnant rien d'autre pour améliorer leur vie?

Sheena Hadi, directrice exécutive d'Aahung Pakistan

mais nous n'avons pas d'écoles de qualité et des infrastructures sociales en place pour améliorer la vie des filles [...]. Est-ce que nous ne désavantageons pas les filles en leur disant que cette option [le mariage des enfants] est mal, en ne leur donnant rien pour améliorer leurs vies ? »

De plus, lorsque les filles prennent la décision de retarder le mariage, l'absence de systèmes de soutien rend cette décision difficile à tenir. Il y a peu d'options pour les enfants qui essaient de quitter leur mariage. Comme souligné par **Madhumita Das**, défenseuse des droits, de la sexualité et des sexes, le divorce est toujours considéré comme un sujet négligé dans les programmes de mariage des enfants. Même lorsque c'est techniquement possible, le divorce est une option inimaginable pour les femmes et les filles, car il est toujours vu comme un sujet honteux dans de nombreuses sociétés.

La création de programmes favorise-t-elle un certain groupe cible et en exclut-elle d'autres ?

En réfléchissant au groupe cible des programmes de mariages d'enfants, un défenseur des droits des jeunes népalais a signalé que les interventions sont souvent effectuées pour satisfaire les groupes de personnes qui peuvent se permettre d'investir du temps et des efforts dans le projet. Pourtant, pour de nombreuses filles, l'école, le travail ou les problèmes quotidiens peuvent gêner leur participation. Elle s'est posé la question suivante : « Les programmes sont-ils conçus avec les filles à l'esprit ou favorisent-ils les personnes qui ont déjà facilement accès à des opportunités et qui rencontrent moins d'obstacles ? » De plus, les participants ont souligné que les programmes se concentrent largement sur les activités de prévention en ciblant les filles qui

risquent d'être mariées. Des approches adaptées pour répondre aux besoins des filles mariées et des jeunes couples sont très limitées. Les participants ont exprimé le besoin de programmes pour répondre à ce manque, par exemple, en incluant des thérapies de couple.

Susciter des attentes peut être source de confusion

Un participant a déclaré que le renforcement des compétences et/ou des programmes éducatifs peuvent potentiellement augmenter la frustration parmi les filles, car elles sont considérées comment étant plus que des épouses, mais en réalité, c'est une chose que la société ne leur permet pas. Elle s'est inquiétée sur l'impact que cela peut avoir sur la santé mentale des filles. Bien que les programmes encouragent souvent les compétences de leadership chez les filles, nombreuses d'entre elles retournent dans un environnement familial patriarcal après avoir participé au programme. On leur apprend ce qu'être un homme ou une femme signifie dans leur société, ce qui a un impact significatif sur leur perception individuelle des rôles liés au genre. **Nathalie Sawadogo**, Maître-Assistante en Démographie à l'Université Joseph Ki-Zerbo au Burkina Faso a expliqué : « Il y a cette idée très forte de socialisation qui fait que la première référence pour la plupart des filles est le mariage. » C'est parce que dans de nombreuses sociétés, il y a un certain prestige à être une femme mariée. Un participant a même signalé : « Même si vous avez un doctorat, on va quand même vous demander si vous êtes mariée. » Certaines personnes pensent que ces normes autour du rôle des femmes dans la société soulignent la nécessité d'élargir le discours sur le mariage des enfants en se concentrant sur l'égalité des sexes de manière plus large.

Pour de nombreuses filles, l'école, le travail ou les problèmes quotidiens peuvent gêner leur participation.



Parlons de la sexualité des adolescentes

Ouvrir une discussion sur le sexe chez les adolescents

Beaucoup de participants avaient le sentiment qu'une connexion plus forte entre le mariage des enfants et la Santé et les Droits Sexuels et Reproductifs des adolescents devait être établie dans de futurs programmes. **Suzanne Petroni**, une consultante en matière de genre et de Santé et de Droits Sexuels et Reproductifs des adolescents a expliqué que le mariage des enfants et la sexualité des adolescents ont longtemps été considérés comme des problèmes distincts. Elle a posé une question essentielle : *« Comment pouvons-nous utiliser la discussion autour du mariage des enfants pour parler plus ouvertement de la Santé et des Droits Sexuels et Reproductifs des adolescents ? Il y a une gêne autour de ce sujet. Parler des filles mariées qui ont besoin d'accéder à un moyen de contraception est plus politiquement acceptable que de parler d'adolescents ayant des rapports sexuels. »* Pourtant, le contrôle de la sexualité des filles est un facteur crucial qui soutient les pratiques du mariage des enfants et dont on doit parler à l'avenir.

Une éducation sexuelle complète est indispensable

Le manque de cohérence d'une éducation sexuelle complète (ESC) est un problème qui a été soulevé comme nécessitant une plus grande attention. Pour de nombreux éducateurs, la sexualité reste un sujet sensible. Un participant a insisté sur le fait que les professeurs sont réticents lorsqu'il s'agit de parler de problèmes délicats et ont tendance à exclure des sujets qui les mettent mal à l'aise. Cela signifie que la plupart des programmes se concentrent sur les éléments biologiques et la prévention de risques, comme les informations relatives aux maladies sexuellement transmissibles et à l'utilisation de la contraception, alors que des sujets que les normes relatives aux sexes et la diversité sexuelle sont moins abordés. En plus de s'adresser aux adolescents, plusieurs participants ont suggéré que les programmes doivent impliquer un accès à l'éducation sexuelle complète aux parents. Les parents sont la première référence pour les problèmes qui affectent les enfants. Pourtant nombre d'entre eux se sentent désemparés pour discuter d'éducation sexuelle avec eux, en raison de la sensibilité du

Il y a un malaise autour de ce sujet. Parler des filles mariées ayant besoin d'accéder à un moyen de contraception est politiquement plus acceptable que de parler des adolescentes ayant des rapports sexuels.

Suzanne Petroni, consultante en matière de genre et de Santé et de Droits Sexuels et Reproductifs des adolescents

sujet et de leur manque de connaissances en matière de Santé et de Droits Sexuels et Reproductifs des adolescents. Les participants ont dit que sensibiliser les parents pourrait aider les enfants à développer leurs connaissances en éducation sexuelle et atteindre une santé et un bien-être sexuels.

Des réponses adaptées au mariage des enfants sont vitales

Bien que l'importance de réponses « localisées » et « culturellement sensibles » au mariage des enfants soit souvent soulignée, certains participants ont exprimé qu'il est toujours difficile de les mettre en pratique. En parlant des réactions de la communauté reçues après la mise en place d'un programme avec un composant de Santé et les Droits Sexuels et Reproductifs des adolescents, **Jean Paul Dargal Bitobo**, conseiller technique senior en matière d'égalité des sexes chez Save the Children au Niger, a dit : *« Pour les communautés, cela est visiblement perçu comme étant hostile. Cela veut dire [...] que vous ne voulez pas que nos filles ou nos fils aient des rapports sexuels précoces, mais qu'en même temps vous leur donnez les outils qui leur permettent d'exprimer leur sexualité. »* Cela crée des messages contradictoires pour les communautés.

Les filles doivent avoir voix au chapitre

La déconnexion entre les interventions des programmes et les réalités sociales des communautés est apparue comme un point central de discussion. Un participant a même noté que les intervenants peuvent être perçus comme des « intrus » qui viennent dans la communauté avec un point de vue extérieur et leur demandent de faire quelque chose dont ils ne comprennent pas la valeur. De plus, le langage des organisations que la société civile utilise pour communiquer avec leurs groupes cibles a été considéré comme trop technique et que leur « offre » était perçue comme étant moins adaptée aux besoins des communautés. Par exemple, **Harouna Abdoulaye Mahamane Sale** explique à quel point il est essentiel d'écouter les inquiétudes des parents par rapport à la sécurité de leurs filles lorsque l'on conçoit et que l'on met en œuvre des programmes d'éducation. Il a déclaré : « Ils [les parents] disent : vous savez que la virginité d'une fille est importante pour nous et que le sexe en dehors du mariage est interdit dans nos communautés. Et vous savez aussi que les filles sont exposées à ces deux problèmes partout dans le village. Alors, si vous voulez que ma fille continue son éducation, éduquez aussi les jeunes garçons afin qu'elles [les filles] se sentent en sécurité à l'école et en y allant. »

Avoir une place dans ces réflexions

Ces réflexions critiques indiquent la nécessité de travailler sur une stratégie plus intégrée, qui correspond aux réalités des communautés et les implique dans la conception, la mise en place et l'évaluation des programmes. Bien trop souvent, on ne donne pas de place au groupe cible d'interventions et des politiques lors de la prise de décisions. Un commentaire d'une défenseuse des droits des jeunes népalaise illustre bien ce problème : « Les politiques relatives aux filles sont souvent discutées sans leur participation et leur voix. Cela m'est arrivé. J'ai fait partie d'une consultation sur le mariage des enfants et j'ai été surprise de voir que j'étais la seule fille, avec d'autres hommes de la trentaine et des militants pour les droits des femmes. » Pourtant, quand on donne une chance aux filles de participer à de tels processus, avec leurs communautés en tant qu'alliés actifs les soutenant pour défendre leurs droits, on peut atteindre un changement plus durable.

J'ai participé à une consultation sur le mariage des enfants et j'ai été surprise de voir que j'étais la seule fille, les autres étant des hommes d'une trentaine d'années et des militants des droits des femmes.

Une défenseuse des droits des jeunes népalais



Points de convergence: les sujets fondamentaux à débattre qui aident la conversation À AVANCER

L'expérience de rassembler des personnes de différents milieux indique que malgré les différents points de vue de tout le monde, il y a un « accord des volontés » autour de problèmes ou d'inquiétudes centrales.

L'importance de créer un espace d'écoute pour des collègues du monde entier, d'interagir et d'apprendre de chacun a prouvé sa valeur en permettant à certains sujets fondamentaux liés à la voix des filles et au choix du mariage des enfants de faire surface. Ils proposent ci-dessous (en résumé) de futures discussions et l'échange d'idées et d'expériences pour faire avancer la conversation :

- **Protection et droit en tant que spectre :**

explorer comment trouver le juste équilibre entre l'autonomisation et la protection des enfants, et ce que cela signifie pour la conception de ce programme et les théories du changement dans le mariage des enfants.

- **L'autonomie en tant que concept**

contesté et complexe : développer une compréhension partagée sur la manière d'élaborer ce concept dans un discours plus moderne du mariage des enfants et sa pratique.

- **Revisiter le principe visant à causer**

moins de torts : développer une meilleure compréhension grâce à une réflexion critique sur les pièges et les précautions du programme en ce qui concerne l'exposition des filles à des risques ou des dangers. Qui profite des programmes et qui en est exclu ? Choisissons-nous les personnes les plus faciles à atteindre plutôt que les plus difficiles ou les plus vulnérables ?

- **Prendre le choix des filles au sérieux :**

continuer à réunir des preuves et comprendre comment les filles prennent des décisions et font des choix liés au mariage et ce que cela signifie pour les interventions d'autonomisation.

- **Tenir compte du bien-être des filles :**

développer une plus grande compréhension des pressions et du stress que les filles peuvent rencontrer. La pression sociale que les filles peuvent rencontrer et les messages contradictoires qu'elles peuvent recevoir peuvent causer de l'anxiété et du stress. Comment les programmes peuvent-ils attirer l'attention sur cela ?

- **Le contexte est essentiel :** développer un meilleur ensemble d'outils et de processus pour comprendre le contexte et les expériences vécues afin que les programmes et les interventions puissent bénéficier aux filles, aux parents et aux communautés « dans lesquelles elles se trouvent », ce qui encourage l'appropriation et évite les réactions de rejet.

- **Contrôler la sexualité des filles :**

explorer le contrôle de la sexualité en tant que facteur situationnel essentiel et reconnaître la présence de dynamiques de pouvoir dans la compréhension de leur autonomie dans les réponses proposées.



CONTINUER la conversation

L'Alliance More Than Brides (MTBA) s'engage à travailler pour construire un monde dans lequel les filles peuvent unir leurs voix efficacement, avoir plus de pouvoir, défendre leurs droits et leurs décisions, être vraiment écoutées et choisir vraiment leur vie. Nous ferons ceci en facilitant l'apprentissage partagé et en développant et en testant des approches innovantes. Pour en savoir plus, veuillez consulter notre site Web à l'adresse suivante: <https://morethanbrides.org>.



Simavi s'engage à continuer à travailler sur des problèmes qui affectent les droits, la santé et le bien-être des femmes et des filles. Toute autre question ou commentaire relatif à ce rapport peut être envoyé à :

Emma Zieck

chargée de programme junior chez Simavi à l'adresse emma.zieck@simavi.nl

Dr. Susan Wilkinson

créatrice de programme chez Simavi à l'adresse susan.wilkinson@simavi.nl



Save the Children



OXFAM



**POPULATION
COUNCIL**
Ideas. Evidence. Impact.

Simavi
Powerful women, healthy societies.





Remerciements

Ce rapport a bénéficié de la participation active de 32 participants. Nous souhaitons remercier tous les participants pour leur temps et leur implication active dans les conversations. Nous apprécions beaucoup votre attitude ouverte, honnête et autocritique, ainsi que le désir de partager votre expérience avec nous.

Liste des participants

Aagya Khanal

Research on Environment Health and Population Activities (CREPHA), Népal

Abdoussalami Hamani

SongES Niger

Admark Moy0

African Child Policy Forum, Éthiopie

Anderson Chikalipo

Youth Net and Counselling (YONECO), Malawi

Anjali Sah

défenseuse des droits des jeunes et ancienne étudiante du programme de leadership Women LEAD, Népal

Arvind Pamecha Kumar

Rajsamand Jan Vikas Sansthan (RJVS), Inde

Bidhyalaxmi Maharjan

Women LEAD, Népal

Darlen Dzimwe

Centre de recherches sociales, Université du Malawi

Dorothy Aken'Ova

International Centre for Sexual Reproductive Rights (INCRESE), Nigeria

Elizabeth Omoluabi

AkenaPlus, Nigeria

Hamidou Adarkas**Abdoulwahab**

Femmes, Actions et Développement, Niger

Harouna Abdoulaye Mahamane Sale

Save the Children International, Niger

Indu Pant Ghimire

activiste des droits des femmes népalaises

Issiakou Mahaman

Save the Children International, Niger

Jean Paul Dargal Bitobo

Save the Children International, Niger

Jedidah Maina

Trust for Indigenous Culture and Health (TICAH), Kenya

Kate Matheson

consultante en égalité des sexes et en Santé Sexuelle et Reproductive des Adolescents et Jeunes

Krishna Smit

ASHA Association for Social and Human Awareness (ASHA), Inde

Madhu Mehra

Partners for Law in Development, Inde

Madhumita Das

défenseuse de l'égalité des sexes, de la sexualité et des droits

Moses Ntenga

Joy for Children, Ouganda

Nathalie Sawadogo

Université Joseph Ki-Zerbo, Institut Supérieur des Sciences de la Population, Burkina Faso

Pratima Panthee

Creative Institute Nepal (CIN)

Pratima Sarma

Creative Institute Nepal (CIN)

Primah Kwagala

The Women's Probono Initiative, Ouganda

Punam Toppo

ASHA, Inde

Savitri Soren

défenseuse des droits des jeunes Badlao Foundation, Inde

Shafuq Ahmed

Socio Development Consultants (SDC), Pakistan

Sheena Hadi

Aahung, Pakistan

Souleymane Traore

ONG A Soro, Mali

Sushmita Ahmed

Population Services and Training Centre (PSTC), Bangladesh

Suzanne Petroni

consultante en égalité des sexes et en Santé Sexuelle et Reproductive des Adolescents et Jeunes

Illustrations par:

Kruttika Susarla